

L'URGENCE :

RESPECTER ET ECOUTER LES CITOYENS, PAS LE GRAND PATRONAT.

Les dernières élections européennes sont un avertissement à prendre très au sérieux quand plus de la moitié des électeurs s'abstiennent et quand plus de 4 millions de français ne trouvent rien de mieux que de voter pour un parti d'extrême-droite.



Qu'on ne compte pas sur les communistes pour tenter de « justifier » ce vote pour l'extrême-droite.

Ce vote est dangereux. En divisant les citoyens, il vise à interdire toute autre perspective que celle de la haine.

Cette situation est d'ailleurs loin de déplaire au MEDEF, le syndicat des patrons. Ne vient-il pas d'écrire à certains députés européens – FN, UMP, Nouveau Centre et PS – pour leur prodiguer SES conseils !

Au moment où cheminots, intermittents du spectacle, salariés d'Alstom ... interviennent dans le débat public face à un gouvernement qui mène maintenant ouvertement une politique de droite, n'est-ce pas d'abord les citoyens qu'il faut écouter ?

Leur besoin de meilleurs salaires, de garantie de l'emploi, d'une protection sociale digne de ce nom, de leur droit à la santé, à la culture, à l'éducation ?

Pour la part qui leur revient, les communistes de Mantes la Jolie sont bien décidés à y contribuer.

Le PCF à Mantes la Jolie, un parti qui tient bon! J'adhère au Parti communiste français

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : Email :@.....

(Cotisations mensuelles en fonction des revenus, à partir de 1 euro). Envoyer à PCF de Mantes la Jolie, 9 rue Debeaumarché 78711 Mantes la Ville. Contact: pcfmlj@orange.fr.

Informez-vous à la source →
<http://www.facebook.com/pcfmanteslajolie>

GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE ou TAFTA :

Les multinationales en veulent toujours plus !

Un accord de libre-échange concernant plus de 800 millions de consommateurs devait s'écrire dans le plus grand secret entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Enfant naturel de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), « des fuites » ont rendu public cette nouvelle étape pour un plus grand marché libéralisé d'ici 2015. L'objectif final est de « neutraliser » les économies émergentes pour imposer ces nouvelles règles à la planète.

Ce projet de traité propose d'harmoniser les normes des produits et services qui circulent en retenant les moins contraignantes ... pour les investisseurs bien sûr ! Ainsi Monsanto et ses OGM, le poulet à l'eau de javel verraient leur commercialisation autorisée en Europe. Il prévoit de donner aux grandes entreprises la possibilité d'attaquer juridiquement tout Etat ou autre collectivité (Région, Département, Commune) qui les empêcherait de faire leur business ... y compris en les condamnant à des sanctions financières (plusieurs millions de dollars) au titre de dommages et intérêts. Qui jugerait ? Un groupe d'arbitrage privé international !

Aujourd'hui il existe encore un droit international, des Etats avec des gouvernements, des élus, des démocraties ... et pourtant certaines multinationales n'hésitent pas à poursuivre des pays qui entravent leur stratégie économique : des sociétés européennes poursuivent l'Egypte qui a augmenté le salaire minimum. Le fournisseur d'électricité suédois (Vattenfall) réclame des millions d'euros à l'Allemagne pour son changement de politique énergétique (sortie du nucléaire). L'américaine Lone Pine demande 250 millions de dollars au Canada suite à son moratoire sur l'extraction du gaz de schiste...

Selon le mode de fonctionnement « démocratique » retenu (déjà vrai dans l'Union Européenne), le traité ne pourrait être amendé qu'à l'unanimité des signataires : raison de plus pour que nous poussions les élus nationaux, européens, les gouvernements à refuser sa mise en place.

RYTHMES SCOLAIRES :

Une réforme qui passe mal.

A l'origine, il était dit qu'elle allait alléger la semaine des élèves.

Ce que l'on peut constater en premier lieu, c'est le désengagement de l'Education Nationale, qui se décharge sur les municipalités. Cela devient inquiétant. L'école de la République doit donner à tous les enfants, où qu'ils se trouvent, les mêmes chances de réussite. Ce n'est pas le cas avec cette réforme !

En se dégageant sur les municipalités (dont ce n'est pas leur rôle) l'Etat crée des différences entre les villes « riches » et les villes « pauvres », dont certaines font payer les activités péri scolaires. Quant à la fatigue des enfants, les villes jonglant avec leurs locaux libres, leurs animateurs disponibles, on se trouve parfois devant des journées trop longues et insoutenables pour les élèves !

S'il faut réformer l'école, ce ne peut être que dans le cadre de l'Education Nationale et cette réforme ne doit se faire au rabais, comme c'est le cas !

Certaines communes continuent la lutte contre cette réforme qui va à contre-courant de l'intérêt des enfants. A Mantes la Jolie, le Maire après avoir fait mine de la refuser non seulement ne va pas au bout de ses « convictions » mais veut instaurer ½ heure d'activité périscolaire en fin d'après-midi : où ? Pour faire quoi ? Payante ! Une fois de plus le mépris est au rendez-vous...

AUDIT POUR LES ECOLES DE MANTES LA JOLIE :

Pourquoi ?

Les conditions d'accueil et d'étude des enfants comme les conditions de travail des personnels se dégradent, les mettant même en danger, parfois, comme à l'école Pierre de Coubertin.

Le Maire et sa majorité municipale le savent par les comptes-rendus des conseils d'école ou par les interpellations des élus d'opposition. Pour autant leur réponses sont toujours les mêmes : bricolages, périmètres scolaires de plus en plus incohérents, préfabriqués installés à demeure ... autant de « solutions » qui n'en sont pas.

Comme ils s'étaient engagés à faire des écoles leur priorité, les élus d'opposition de gauche – Marc Jammet et Rama Sall – ont pris l'initiative de distribuer un questionnaire aux parents, aux enseignants pour faire un état des lieux précis pour chacune des écoles maternelles et primaires.

Il ne s'agit pas d'un recensement de plus pour faire à la place de ... mais bien de décider ensemble des actions à mener, avec tous ceux qui veulent obtenir de la municipalité les moyens d'une rénovation de qualité et durable pour les écoles. Parents, enseignants, élus, habitants ont des intérêts communs qui se heurtent au même refus : « pas de sous ! ».

Si l'avenir de des enfants est une priorité, cela doit l'être clairement dans le budget de la ville. Ensemble nous pouvons l'imposer.

FETE DE L'HUMANITE :

12, 13 et 14 septembre à La Courneuve

21 €, c'est le prix de vente de la vignette-bon de soutien qui donne droit à l'**entrée pour les 3 jours**... si elle est achetée auprès de militants communistes. Sur place ou à la FNAC c'est plus cher ! Débats, expos, sports, stands départementaux et internationaux, spectacles (Scorpions, Ayo, Bernard Lavilliers, Alpha Blondy, Massive Attack, Puggy ...)